

Bimestriel édité par Solidarité Socialiste, juillet-août 2007

Alter Égaux n°28



*pensons le monde autrement
vivons-le solidairement*

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrément P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



Opération
11 11 11
2007



L'OPÉRATION 11.11.11 ET VOUS ET VOUS ET VOUS !

Ouvrez vite vos agendas et indiquez-y en lettres grasses et capitales sur toute la période qui s'étend du 8 au 18 novembre : "**OPÉRATION 11.11.11**". Vous pouvez, éventuellement, surligner au fluo ! Car cette année encore, et plus motivée que jamais, l'équipe de Solidarité Socialiste participera activement à l'Opération 11.11.11. qui aura pour thème, comme l'an dernier, la souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire ? Elle consiste à garantir aux Etats et aux populations le droit de définir des politiques agricoles qui répondent spécifiquement aux particularités et enjeux économiques, sociaux, environnementaux et culturels de chaque région du monde. Elle inclut le droit à l'alimentation et aux ressources de production alimentaire, mais aussi des obligations, comme celle de ne pas déstructurer les agricultures d'autres pays par des exportations à bas prix soutenues par des politiques de subventions.

Solidarité Socialiste et le Centre d'Education Populaire André Genot (CEPAG), mouvement d'éducation permanente de l'Interrégionale Wallonne de la FGTB, vont collaborer ensemble étroitement à la réussite de l'Opération 11.11.11 2007.

Solidarité Socialiste présente le Programme FADOC, actif dans neuf pays, sur lequel vous trouverez plus d'informations en pages 4 et 5. Le CEPAG, quant à lui, défend le Programme Souveraineté Alimentaire qui couvre huit pays et qui vous est présenté en pages 6 et 7.

Le Programme FADOC et le Programme Souveraineté Alimentaire ont en commun d'avoir été définis à partir de partenariats avec des associations



Illustration du calendrier du monde 2008 : le mois d'avril (Martha Cooper)

locales du Sud, d'avoir été conçus et réalisés par et avec elles. Cette notion de partenariat, de construction d'une action à partir des besoins de la population locale et de ce qu'elle veut entreprendre pour les satisfaire, est primordiale : en effet, pour Solidarité Socialiste, comme pour le CEPAG, tout projet de développement doit impérativement être défini avec et par les populations concernées.

En 2007, c'est **donc du jeudi 8 au dimanche 18 novembre** que, dans les rues des communes de Bruxelles et des villes et villages de Wallonie, des milliers de bénévoles se mobiliseront pour vendre les produits proposés par l'Opération 11.11.11.

Vous aussi, vous pouvez contribuer au succès de l'Opération 11.11.11 et soutenir les programmes de Solidarité Socialiste et du CEPAG. Comment ? Différentes possibilités s'offrent à vous !

Vous pouvez participer aux réunions et activités du groupe local de votre commune en tant que sympathisant SolSoc ou CEPAG.

Vous pouvez aussi mobiliser un maximum de personnes autour de vous pour participer de manière active à la récolte de fonds comme sympathisant de nos deux associations.

Ou encore pourquoi ne pas organiser un événement (soirée dansante, souper, marche parrainée, jogging, ...) et en verser les bénéfices au profit des programmes que met en place Solidarité Socialiste.

Ou tout simplement effectuer un don au CCP 000-0000054-54 en mentionnant en communication "Opération 11 11 11" !

En cultivant l'espoir que vous serez des nôtres pour ce très important événement de sensibilisation et de récolte de fonds, je vous laisse découvrir ce numéro spécial. Bonne lecture.



Alain COHEUR
Président de Solidarité Socialiste

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE**

Bimestriel édité par **Solidarité Socialiste-Formation, Coopération & Développement**, association sans but lucratif, rue Coenraets 68 à 1060 Bruxelles, tél.: 02/505.40.70, fax : 02/512.88.16, e-mail : fcd@solsoc.be, site internet : www.solsoc.be
Président : Alain Coheur. **Vice-Présidents** : Jacques Bourgaux, Alain Hutchinson, Véronique Jamouille et Annick Thyre.
Secrétaire : Michel De Jaer. **Trésorier** : Willy Taminiaux. **Administrateurs** : Sfia Bouarfa, Dominic Brumagne, Jean-Marc Delizée, Jean-Pierre Derochette, Alice Fautre-Baudine, Etienne Godin, Philippe Mahoux, Thibaut Michot, Philippe Van Muylder et Olga Zrihen. **Directeur et éditeur responsable** : Jacques Bastin, rue Coenraets 68, à 1060 Bruxelles. **Pré-pressé** : Patrick Abeels.
Flaschage et impression : Bietlot. **Bureau de dépôt** : Bruxelles X. N° 28 juillet-août 2007. **CCP 000-0000054-54**. En couverture : Une jeune femme touareg préparée pour son mariage. Photo qui illustre le mois de janvier du calendrier du monde 2008, vendu au profit de l'Opération 11.11.11 2007 (photo prise au Niger par Frans Lemmens).

Opération 11.11.11. 2007 : nourrir la planète n'a pas de prix !

En 2007, pour la deuxième année consécutive, l'Opération 11.11.11. a pour thème de campagne la souveraineté alimentaire. Son slogan : « *La pauvreté, c'est nos oignons : Nourrir la planète n'a pas de prix !* ». Cette campagne, coordonnée par le CNCND, est organisée en collaboration avec la Plateforme Souveraineté Alimentaire, qui rassemble en Belgique francophone les organisations de producteurs agricoles, les ONG de développement (dont Solidarité Socialiste), les mouvements environnementaux et des organisations de consommateurs.

La situation alimentaire et agricole mondiale apparaît paradoxale. La production agricole est, en effet, supérieure aux besoins alimentaires de la planète, et la seule production céréalière actuelle pourrait fournir à chaque être humain 2.720 calories par jour (selon une estimation de la FAO, 2002), ce qui est plus que suffisant pour assurer les besoins de base, sinon l'équilibre alimentaire.

Pourtant près de 900 millions de personnes souffrent encore de la faim. 70% d'entre elles sont des agriculteurs, ceux-là même qui produisent l'alimentation, et 78% des enfants qui souffrent de sous-alimentation ou de malnutrition vivent dans des pays qui produisent des excédents alimentaires !

Les politiques agricoles et commerciales internationales visent aujourd'hui à produire la nourriture au prix le plus bas. Au Nord comme au Sud, tous les producteurs, par la libéralisation progressive des marchés agricoles, sont mis en concurrence. Celle-ci favorise alors une agriculture qui a recours à l'exploitation des travailleurs, à la concentration des terres, à l'utilisation de techniques industrielles, et qui participe à la destruction de l'environnement. Les prix à la production baissent, oui, mais à quel coût ? Outre les dégâts écologiques, à celui de l'appauvrissement et de la disparition

de quelque cinquante millions de paysans chaque année dans le monde : ils abandonnent l'exploitation familiale pour aller chercher en ville un emploi qu'ils ne trouvent généralement pas !

A qui bénéficie cette course à la compétitivité agricole ?

Pas à la moitié de l'humanité qui travaille la terre, mais bien aux industries transnationales de l'agro-alimentaire, aux très grosses exploitations et aux grandes surfaces ! Les consommateurs ne profitent pas non plus de ce modèle agricole : la grande distribution répercute peu la baisse des prix agricoles dans les prix de vente.

La faim n'est pas une fatalité !

Les ONG qui participent à 11.11.11. s'indignent du fait que la moitié de l'humanité qui "vit" de l'agriculture dans le Sud endure une situation catastrophique, marquée par le chômage, la pauvreté, l'exode ou la faim, et s'insurgent contre ce qui est présenté souvent comme une fatalité naturelle, alors que la pauvreté et la faim sont bel et bien le résultat de choix politiques et économiques. C'est pourquoi le CNCND, dont Solidarité Socialiste est un membre très actif, mène campagne pour que les gouvernements appliquent enfin les mesures nécessaires pour atteindre les buts promis, mais aussi et



surtout pour qu'on vise des résultats plus ambitieux, à savoir une véritable redéfinition des objectifs et des modes de production et de distribution des produits de l'agriculture mondiale. Ce qui passe aussi, bien sûr, par une remise en question des modes de consommation, et repose la question des solidarités.

L'accord agricole de l'Organisation Mondiale du Commerce contraint les Etats membres à importer un quota minimum de chaque produit agricole consommé. En outre, les pays industrialisés subventionnent leurs excédents pour les exporter en dessous des coûts de production, alors que les pays du Sud doivent réduire leurs tarifs douaniers.

L'Union européenne poursuit cette logique en tentant de conclure d'ici fin 2007 des accords de partenariats économiques, c'est-à-dire des zones de libre-échange, avec les pays Afrique, Caraïbe, Pacifique. N'ayant pas grand-chose d'autre à échanger que des produits agricoles, ces pays vont être encore davantage inondés par les produits agroalimentaires européens, ce qui va accélérer la disparition des paysans locaux !

C'est pour lutter contre ces politiques que le CNCND et la Plateforme Souveraineté Alimentaire mènent campagne en Belgique francophone et germanophone.

PROGRAMME FADOC

DANS 9 PAYS

Le FADOC est un programme international conçu et mené par Solidarité Socialiste et un groupe de partenaires dans huit pays d'Afrique et d'Amérique latine, ainsi qu'en Palestine.

Le programme vise à renforcer, notamment par la mise en réseau, ces neuf partenaires qui, sur un terrain qu'ils connaissent très bien, à leur tour soutiennent et mettent en relation d'autres associations, de plus petite dimension, actrices importantes de changement social.

L'objectif du FADOC est de renforcer institutionnellement les organisations partenaires du programme, d'améliorer leurs compétences et de favoriser les synergies entre elles. Il s'agit concrètement de mettre en œuvre des activités de développement, ainsi que des actions de communication, de mobilisation, de plaidoyer, de revendication et de négociation, qui doivent mener à un changement du système économique, culturel, politique et social.

Outre le renforcement institutionnel de ses partenaires, le FADOC soutient chaque année plusieurs centaines d'organisations de base (OCB) qui ont au moins un point commun, celui d'être des associations actives localement et porteuses d'une dynamique de changement social.

Cependant, seules, elles n'ont pas la capacité de mobiliser les ressources indispensables au financement de leurs actions. C'est pourquoi le FADOC les appuie. Ces OCB sont, par exemple, des groupes de femmes, de jeunes, de personnes vulnérables, des associations de quartier, des structures à caractère syndical, des associations culturelles, des groupements paysans, ...

Le FADOC est mis en œuvre avec des stratégies différentes qui reflètent les particularités du contexte local, mais aussi les spécificités de l'organisation qui coordonne le programme dans chacun des neuf pays où il se déroule, à savoir le Burkina Faso, le Cap Vert, la Guinée-Bissau, le Sénégal et la République Démocratique du Congo (pour l'Afrique), le Mexique, le Nicaragua et la Colombie (pour l'Amérique latine), ainsi que la Palestine.

La stratégie du FADOC comprend quatre axes :

- la construction et le partage d'une vision du changement social;
- le renforcement des compétences et des capacités des partenaires et des OCB;

- le renforcement des synergies aux niveaux local, national, régional et international;

- la mobilisation et la mise à disposition de ressources financières suffisantes pour mener les actions.

Sandra López défend ses droits !



Je suis Sandra López. J'ai participé aux ateliers autour des thèmes de planification, santé, droits citoyens et genre et j'ai pris conscience des bénéfices que cela présentait autant pour moi que pour ma mère ou pour toutes les femmes du quartier. Ainsi nous avons appris quels étaient les moyens de défendre nos droits en tant que femmes, face aux gouvernements locaux et aux institutions, qui bafouent nos droits, comme par exemple avec les prix exorbitants de l'eau et de l'électricité. Nous devons nous mobiliser et faire entendre notre voix, nous devons connaître les lois afin de pouvoir nous défendre et exiger nos droits en tant que citoyens, nous avons droit au développement de la communauté et à l'éducation gratuite et de qualité pour nos enfants. Je me suis rendu compte que ma participation en tant que femme est vraiment très importante, aujourd'hui plus que jamais, et que nous avons les mêmes droits que les hommes d'occuper ces espaces publics où nous pouvons nous exprimer. Grâce à cette expérience, je pourrai dire à mes amies et voisines que nous devons participer davantage et je leur parlerai de ce que j'ai appris lors de ces ateliers, afin qu'elles aussi viennent participer et apprendre à défendre leurs droits.

On peut citer, entre autres, la légalisation des OCB en Guinée-Bissau, le lien avec les mouvements sociaux en Colombie, les droits des communautés indiennes au Mexique, l'appui à des organisations de base à Jérusalem-Est, ou encore la structuration d'OCB pour le développement participatif dans trois quartiers de Kinshasa, en RD Congo, ...

En RDC, justement, la solidarité entre les populations se renforce chaque jour suite aux actions de sensibilisation, d'éducation, de mobilisation, de plaidoyer et de lobbying des Organisations Communautaires de Base. Cette solidarité se manifeste, par exemple, quand les intérêts des quartiers ou des communes sont menacés par un individu ou par l'autorité.

Les droits de l'homme et la participation citoyenne font partie intégrante du vécu quotidien des membres des associations de base. Plusieurs jeunes ont retrouvé la fierté d'appartenir à leurs quartiers suite aux actions des OCB. Le fait de se réunir, de traiter des questions touchant à la vie du quartier, et cela dans un beau cadre bien équipé, ravive la volonté des jeunes de briller aux yeux des autres et de promouvoir les organisations dont ils sont membres.

Dans les quartiers où le FADOC est actif, les membres des OCB à travers les réseaux constitués (notamment le CODHOD, voir encadré ci-contre) s'expriment de plus en plus librement sur toutes les questions touchant à leur cadre de vie et n'ont plus peur de mener des actions de lobbying ou de plaidoyer destinées à améliorer les conditions de vie des populations. Dans le contexte de démocratisation, un nombre de plus en plus important de personnes, hommes et femmes, sont conscientes du rôle qu'elles peuvent jouer dans la gestion de la commune.

Le CODHOD, acteur de démocratie



Le CODHOD, partenaire du programme FADOC, rassemble des "acteurs de développement à la base" : organisations communautaires, groupements de femmes et associations de jeunes, et aussi les autorités locales : notables, chefs de quartier, ... Son objectif est la lutte contre la pauvreté et l'injustice sociale via la promotion des droits humains. Il vise la participation populaire au plan local afin d'améliorer les conditions de vie souvent très précaires de la population. Les quartiers où il travaille sont situés au cœur de Kinshasa, non loin du fleuve et du marché central. Ce sont des quartiers où afflue la population qui vient de l'intérieur du pays, soit temporairement, soit pour s'y fixer. La concentration humaine y est très élevée. Pour les élections présidentielles et législatives de 2006, le CODHOD a fait en sorte que la population s'approprie le processus. Le travail vers les jeunes est très important, car ils constituent la majorité de la population. Etant donné la misère, l'analphabétisme et le manque d'accès à l'information, ils sont très facilement manipulables. C'est pourquoi le CODHOD a également dirigé son action vers les shégés (enfants des rues) ou les bandes de jeunes délinquants, en soulignant l'importance de leur vote. Il est même parvenu à convaincre beaucoup de jeunes membres de l'UDPS à s'impliquer malgré le mot d'ordre contraire de leur parti, et ils ont voté !

Le FADOC renforce le mouvement paysan au Sénégal !

Mis en place au début des années 2000, les Cadres Locaux de Concertation des Organisations Paysannes (CLCOP) ont joué un rôle important dans la gestion des filières agricoles au Sénégal, dans le cadre du désengagement de l'Etat. Depuis lors, la plupart d'entre eux ont cessé d'exister avec la fin du programme PSAOP I initié par l'Etat sénégalais avec l'appui de la Banque mondiale. Ce n'est pas le cas des CLCOP de la région de Kaolack grâce à l'action du programme FADOC. En effet, il a appuyé leur mise en réseau et l'organisation d'activités de plaidoyer politiques communes pour leur visibilité et la défense des intérêts des petits producteurs. Dans le cas du CLCOP de Paoskoto, le premier appui du FADOC a permis d'organiser des conférences publiques et des forums sur des questions aussi cruciales que les enjeux de la décentralisation, l'accès des femmes à la propriété foncière, la synergie des acteurs pour un développement local durable, l'accès aux services sociaux et la promotion des filières agricoles. Un second appui a permis de renforcer l'institution par l'ac-



quisition de matériel informatique et l'organisation de formations en gestion. A la tête du CLCOP de Paoskoto, une paysanne, Mme Nimna Diayté. Aujourd'hui, le groupement touche plus de 200 organisations et sa réputation n'est plus à faire. Mme Diayté a notamment reçu à deux reprises une délégation de la Banque Mondiale, le Ministre de l'Agriculture, une mission de l'Union européenne, ou encore des responsables du Haut Conseil de la République pour les Affaires économiques et sociales.

PROGRAMME SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

DANS 8 PAYS

Les politiques commerciales mondiales sous la houlette de l'OMC, le conditionnement de l'aide des pays riches à travers les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) et la stratégie de profit maximum des transnationales agroalimentaires font que peu de pays dans le monde ont les moyens de garantir leur souveraineté alimentaire. Ce programme vise dès lors à renforcer les organisations paysannes dans huit pays afin d'accroître leur capacité d'action avec les populations rurales et de revendication politique à tous les niveaux.

La souveraineté alimentaire, c'est la possibilité pour une population de maîtriser les choix essentiels qui lui permettent d'assurer une alimentation de qualité et en quantité suffisante. Elle inclut le droit des populations, de leurs Etats ou Unions, par des choix collectifs, à définir et à réglementer leurs politiques agricole et alimentaire, en fonction, dans des contextes divers, du bien commun. L'important, dans ce cadre, c'est de savoir qui décide de ce qui est produit, de quelle façon, où, dans quel but et au profit de qui !

Les points essentiels pour la souveraineté alimentaire sont :

- la priorité donnée à la production agricole locale et à l'agriculture familiale pour nourrir la population;

- l'accès des paysans à la terre, à l'eau, aux semences et aux crédits, d'où la nécessité de réformes agraires, de lutter contre le brevetage pour assurer la libre utilisation des semences, et de faire en sorte que l'eau reste un bien public à gérer efficacement et à répartir équitablement;

- le droit de tous les consommateurs de connaître les conditions dans lesquelles l'alimentation est produite;

- le droit des Etats de se protéger des importations agricoles et alimentaires à prix bradés;

- le fait que les prix agricoles doivent refléter les coûts réels de production, et ne pas être abaissés artificiellement par des subventions.

Ermelinda et l'huile de palme

Je m'appelle Ermelinda Augusto. Mon père m'a retirée de l'école très jeune pour que je l'aide à vendre dans la rue des glaçons, des arachides et des gâteaux. Lorsque je me suis mariée, j'ai fait la seule chose que je savais faire : du petit commerce. J'achetais des fruits et des légumes directement aux producteurs et les revendais sur les marchés : mon bénéfice était bien maigre et les produits trop vite périssables ! Je ne vivais pas : je survivais. Et la famille grandissait. Il fallait trouver une solution.... Mais que faire ? Un



soir en écoutant une émission de la radio Kasumaï sur la production et la commercialisation de l'huile de palme, je me suis dit "pourquoi pas moi ?" J'ai commencé à parcourir les villages où se produisait l'huile de palme : je l'achetais à 600 CFA le litre pour le revendre à 750 CFA ! Seule, ce commerce n'était pas facile. Pour qu'il soit rentable il fallait acheter l'huile en grande quantité et la vendre sur des marchés fréquentés par les commerçants, loin de chez moi. J'ai convaincu huit autres femmes de se joindre à moi. Nous nous sommes organisées pour avoir plus de force et de capacité à investir certains marchés. Ensemble, nous avons parcouru la Guinée-Bissau du Nord au Sud. Nous avons loué un camion pour transporter des fûts d'huile vers le Sénégal où le litre d'huile de palme se vend 1.000 CFA. Aujourd'hui, nous produisons "notre huile" de qualité supérieure, avec les presses que nous avons achetées à crédit. La radio Kasumaï a raconté notre histoire. Avec d'autres groupes de femmes, nous sommes organisées en filières. Aujourd'hui, nous imposons notre prix aux commerçants, nous savons réguler les marchés pour maintenir les prix, et nous offrons une qualité imbattable dans la région : notre huile de palme est la plus prisée !

Les poulets de Carla Parajón



Je suis Carla Parajón, j'ai 24 ans, je suis née, j'ai grandi et je me suis mariée dans la communauté rurale de Chiriqui, au sud-est de Leon. Je n'ai jamais pu aller à l'école car je devais aider ma mère et m'occuper de mes frères. Je me suis mariée. Nous avons eu 4 enfants, 3 filles et 1 garçon. Mon mari m'a quittée, et je suis désormais seule pour m'occuper de mes enfants. Je suis sans emploi et n'ai aucun revenu. Il m'est difficile de nourrir mes enfants correctement. Ils doivent aller à l'école sans manger. Au bout d'un certain temps, ils n'ont plus pu aller à l'école : ils avaient des vertiges, ils étaient pâles, leur poids diminuait, et la plupart du temps ils étaient fatigués. Il y a trois ans, j'ai entendu parler d'un programme d'élevage de poules mis en place par la Clínica Móvil. Je connaissais quelques femmes qui avaient reçu des poules et qui m'ont demandé si je voulais participer. J'ai reçu 10 poules et un coq, à la seule condition que je les fasse reproduire et que j'en donne ensuite 10 à une autre femme. Ils m'ont formée aux méthodes d'élevage et j'ai pu ensuite mettre en pratique tout ce que j'avais appris. En quelques mois, j'avais 120 poules et poulets et beaucoup d'œufs. J'ai alors pu nourrir mes enfants avec les œufs, leur faire des soupes au poulet et différentes recettes à base d'œufs et de poulet. J'ai aussi commencé à vendre une partie de la production et avec l'argent j'ai pu acheter du riz, de l'huile, du sucre, des haricots, des condiments, et d'autres produits pour la maison. Mes enfants ont repris des couleurs et du poids. Aujourd'hui, j'ai un emploi et ma propre production.

La mise en place de systèmes agricoles, dont le fonctionnement est démocratiquement contrôlé, et capables d'assurer la sécurité alimentaire sans dévaster les systèmes environnementaux et sociaux, revêt une importance capitale et constitue l'un des axes primordiaux du développement durable.

Lorsque l'on sait que les agriculteurs représentent encore, respectivement, 60% et 70% de la population en Asie et en Afrique, et que l'immense majorité des quelque 850 millions de personnes sous-alimentées sont des paysans pauvres, il devient clair que le droit à la souveraineté alimentaire est un point focal de l'action pour le développement. Et ceci passe certainement par l'appui aux organisations paysannes du Nord et du Sud qui luttent dans ce sens.

Le programme souveraineté alimentaire intervient à trois niveaux, interdépendants et liés.

Au niveau "micro", on se situe dans le cadre du travail des organisations de base, des petits projets de terrain, avec des bénéficiaires, pour pallier un problème concret de malnutrition ou de sous-alimentation. Sans oublier cependant l'aspect alliance et mise en réseau. **Au niveau "mésó"**, il s'agit de travailler au renforcement des partenaires, à la constitution de réseaux pour la défense des droits et donner du poids aux revendications politiques au niveau national. **Au niveau "macro"**, on se situe dans le cadre de la constitution de réseaux internationaux, de la participation à des groupes qui amènent des revendications politiques au niveau international.

Le potager de Madame Rida



A Kufri Rai', près de Jenine, en Cisjordanie, un projet de sécurité alimentaire est mené pour venir en aide aux familles les plus pauvres du village. L'appui a consisté en la construction de citernes, le nettoyage de jardins potagers, la distribution de kits d'outils de jardinage, d'arbres et de plants, la création de réseaux d'irrigation, ainsi que la formation à la gestion de l'eau et aux pratiques agricoles. Les ateliers et formations ont été suivis par toutes les femmes aidées dans le cadre du projet. C'est le cas de Mme Rida. Son mari a quitté le pays il y a neuf ans; elle n'a plus de nouvelles de lui depuis lors. Madame Rida a sept enfants et ses revenus ne suffisent pas à faire vivre sa grande famille. Lors d'une de nos visites chez elle en avril dernier, elle nous a fièrement montré les fruits de son travail : les arbres poussent, les légumes sont prêts à être récoltés (elle récoltera les semences de certains de ces légumes pour l'année prochaine), tout cela en plus d'un bon jardin. Et avec l'eau de sa nouvelle citerne, elle est capable d'entretenir son potager tout en épargnant des sommes importantes sur la facture d'eau de la municipalité. C'est aussi la première fois que Mme Rida possède un compte en banque, ce qui a un grand effet de responsabilisation. De plus, outre la valeur informative et éducative des formations, l'aspect social n'est pas négligeable : les villageois se connaissent certes assez bien les uns et les autres, mais la formation s'est malgré tout révélée être un moyen formidable pour renforcer les liens entre les femmes, lorsqu'elles partagent et prennent en compte leurs expériences mutuelles et leurs nouvelles connaissances.

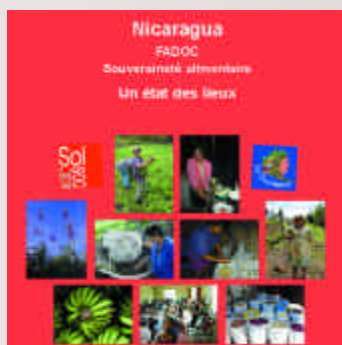
POUR SOUTENIR NOS PROGRAMMES QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?

- ▶ contacter SolSoc : nous vous conseillerons et vous aiderons dans vos démarches (02/505.40.70 ou fcd@solsoc.be)
- ▶ participer aux réunions et activités du groupe local de votre commune en tant que sympathisant SolSoc ou CEPAG
- ▶ mobiliser un maximum de personnes autour de vous pour participer de manière active à la collecte de fonds comme sympathisant de nos deux associations
- ▶ organiser un événement (soirée dansante, souper, marche parrainée, jogging, ...) au profit de nos programmes
- ▶ effectuer un don sur le CCP 000-0000054-54 en mentionnant en communication "Opération 11 11 11"



VOUS VOULEZ DES ANIMATIONS ?

Trois DVD sur la
souveraineté alimentaire
et le programme FADOC
au Nicaragua



Ces films exposent de manière très concrète les projets de sécurité alimentaire et de renforcement des associations locales menés au Nicaragua et les replacent dans leur contexte. Ils permettent aussi aux acteurs de terrain de prendre la parole et d'exprimer leurs idées et sentiments ! La présence de l'animateur est indispensable.

Expo Congo



Une exposition intitulée "Des premières élections libres et démocratiques au Forum Social Congolais : une société civile en mouvements" sera visible en Belgique à partir de la mi-octobre. Danny Singoma, coordinateur du programme FADOC au Congo et secrétaire permanent du Forum Social Congolais accompagnera l'expo durant la deuxième quinzaine d'octobre. Un petit fascicule sera également mis à la disposition des visiteurs qui veulent en savoir (encore) plus.

D'autres animations
sont également prévues :
une pièce de théâtre,
le jeu de la ficelle, ...

Animations à partir
d'un projet Sud



Projection de films et diapos et expositions + échanges. La présence de l'animateur de l'ONG est indispensable. Afin de pouvoir s'adapter aux différents publics, les animations sont modulables en fonction de ces derniers.

"Quand une goutte de pluie et
un rêve de vélo se rencontrent,
ils peuvent changer le monde"



Des contes pour enfants, une mini-malle "objets de la vie quotidienne du Sud" et surtout des échanges. La présence de l'animateur est indispensable.

+ d'infos : Solidarité Socialiste - 02/505.40.70

LES PRODUITS DE L'OPÉRATION 11.11.11



Sachets de thé Oothu

Un succès en 2006, notre thé 11.11.11 refait surface. Si vous n'avez pas encore découvert ce thé biologique noir en provenance de l'extrême sud de l'Inde, du Tamil Nadu. Il s'agit d'un thé 100% équitable, portant le label Max Havelaar, cultivé sans engrais, ou pesticides, préservant ainsi l'équilibre écologique de la nature. C'est dans une réserve naturelle que croissent les théiers, loin de toute pollution et contamination, en complète harmonie avec la nature. La production de ce thé assure aux travailleurs à leurs familles des conditions de vie dignes, en matière de revenus, d'accès aux soins de santé, d'hébergement ou d'éducation. Si vous l'avez apprécié l'année passée, c'est le moment de vous réapprovisionner ! **Prix : 5 € pour 20 sachets de thé.**



Le cacao

La nouveauté 2007 : du cacao, doux pour tous ! Et certainement pas amer pour le producteur. En effet, ce cacao a été produit et commercialisé conformément aux standards internationaux du commerce équitable, ce qui assure et contribue directement à l'amélioration des conditions de vie et de travail des producteurs de cacao. Et puisqu'il est important aussi de s'associer aux producteurs belges afin de valoriser le travail effectué chez nous, c'est le chocolatier Devas qui s'est chargé d'habiller le cacao. **Prix : 5 € le paquet de cacao bio en provenance de République Dominicaine, composé de 40% de pur chocolat et de sucre de canne du Paraguay.**



Le livre de cuisine "Simple comme poulet !"

Après l'édition sur le riz en 2005, place à un nouveau livre de cuisine dont toutes les recettes ont comme base le poulet. Ces recettes ont été concoctées avec beaucoup de goût et de plaisir par "l'atelier d'écriture autour de la cuisine", dans le cadre des actions organisées par l'asbl Lire et Ecrire. Les enjeux de la souveraineté alimentaire et les conséquences du libre-échange sur différents aliments y sont aussi décrits. Une vingtaine de recettes exclusives, traversant tous les continents sont donc à tester : poulet aux bananes vertes (Rwanda), tajine de poulet au citron (Maroc), poulet en sauce relevée (Ile Maurice), poulet au yaourt (Palestine), salade chaude de poulet à la menthe (Thaïlande). En bonus, vous découvrirez, avec

cette cuisine du monde, une liste de producteurs belges vivement conseillés si l'on veut encourager les productions locales et "acheter responsable". **Prix : 10 € le livre de cuisine.**

Le calendrier du monde 2008

Le grand classique : le calendrier du monde. Douze mois, autant de magnifiques photos du Sud. Chaque mois, son charme et ses beautés ! Au verso de chaque photo, on découvre les questions liées à différents produits alimentaires : sucre, lait, banane, tomate, ... Nouveauté : à l'arrière du calendrier a été ajoutée une page reprenant toutes les photos : on peut ainsi, avant même de débaler le calendrier, voir et apprécier les douze illustrations. Format : 27 x 70 cm. **Prix : 15 €.**



Femmes, eau et pouvoir : l'Apér'Eau à Spa

Les Femmes Prévoyantes Socialistes de Spa et de Verviers organisent, les 28 et 30 septembre, un événement, l'Apér'Eau, sur le thème de l'eau et des rapports de genre. Au programme du dimanche 30 une marche axée sur le thème de l'eau et un forum associatif qui se tiendra au Casino de Spa. SolSoc sera de la partie.

L'accès à une eau salubre est un facteur essentiel d'une vie digne et du bien-être humain. Pourtant plus d'un milliard de personnes sont aujourd'hui privées d'accès à l'eau potable, c'est-à-dire qu'elles vivent à plus d'un kilomètre d'une source d'eau. Les principales victimes, ce sont les pauvres, et parmi eux les femmes qui, chargées des corvées ménagères et privées des droits les plus élémentaires, sont dans la plupart des pays en développement les "porteuses d'eau".

L'eau ne manque pourtant pas sur Terre. Si cette eau est salée pour 97%, et que des 3% restants, les 2/3 sont figés sous forme de glace, le pourcentage d'eau douce disponible reste pourtant très largement suffisant pour couvrir les besoins humains. Où est le problème ?

Il correspond bien sûr en partie à une réalité physique : la répartition de l'eau douce sur Terre n'est pas uniforme. Certains pays, tel le Canada, disposent de ressources surabondantes. D'autres sont menacés par la pénurie, parce qu'ils manquent absolument d'eau sur tout ou partie de leur territoire, ou parce que l'eau disponible n'est pas suffisante relativement à leurs activités et à leur population.

L'eau, instrument de domination

Mais bien d'autres aspects, politiques, économiques et techniques, sociaux et culturels, rentrent en ligne de compte pour

expliquer le manque de disponibilité en eau douce. La pénurie d'eau, tout comme la faim, peut être un instrument de domination et, fondamentalement, ce manque souligne et accentue les divisions et les relations inégalitaires entre les riches et les pauvres, entre les hommes et les femmes. Il touche les pauvres en général, et parmi eux les femmes en particulier, qui ont trop peu de pouvoir pour influencer les politiques économiques et sociales responsables de leur situation.

Les femmes pauvres, principales victimes

Pourquoi les femmes pauvres sont-elles les principales victimes ? Parce que, traditionnellement, fruit de normes sociales et culturelles qui déterminent la répartition des tâches au sein de la famille et des rôles dans la société, c'est sur elles que reposent la collecte, l'utilisation et la gestion de l'eau. A elles aussi qu'incombe la responsabilité des cultures irriguées et pluviales, outre les soins aux personnes âgées et aux malades, la garde des enfants, la cuisine et la récolte du bois de chauffe.

La corvée d'eau : jusqu'à huit heures par jour !

A la campagne, les femmes et les fillettes puisent et portent l'eau nécessaire à la famille, or les difficultés pour accéder à l'eau salubre augmentent dramatiquement le temps et l'énergie consacrés à cette corvée. C'est ainsi que dans certaines régions d'Afrique, les porteuses d'eau consacrent jusqu'à huit heures par jour pour collecter l'eau du ménage qui sera utilisée



Une petite porteuse d'eau au Zimbabwe
(crédit photo : Tiago Esmael)

comme boisson, pour la cuisine, pour irriguer les jardins familiaux et pour abreuver le cheptel. Une lourde charge, un dur travail, mais peu de gratifications et guère de droits.

Les hommes contrôlent la gestion de l'eau

En effet, bien que les femmes soient les principales "travailleuses" de l'eau, ce sont les hommes qui, le plus souvent, en contrôlent la gestion. Sans guère se soucier des besoins des femmes dont ils demandent rarement l'avis et dont ils négligent l'expérience et les connaissances, que ce soit concernant l'emplacement pour construire un puits ou pour les équipements qui seraient le plus utile à celles-ci et à un bon rendement des cultures. De même, le calendrier des irrigations est souvent établi sans tenir compte des activités des femmes : en effet, les programmes d'irrigation favorisent souvent la monoculture, pour la production de cultures de rapport qui sont le fait des hommes. Les réunions publi-

ques sur l'irrigation sont le plus souvent une prérogative masculine. En outre, faute de droits sur les terres, des millions de femmes d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne sont privées de droits d'appartenance formels pour assister aux réunions des associations d'usagers de l'eau.

Femmes, participation et autonomie

A court et moyen termes, l'amélioration du sort des femmes, dans le cadre de l'accès et de la gestion de l'eau, passe par leur implication dans les programmes d'approvisionnement en eau. La principale cause du grand nombre d'échecs que ces programmes connaissent est que les femmes sont exclues de leur conception, de leur planification et de leur mise en oeuvre.

La participation des femmes aux projets et programmes est dès lors essentiel. Il faut aussi leur assurer un contrôle de la terre et de l'eau d'irrigation, ainsi que l'accès à des systèmes de crédits et à des formations. Et faire en sorte de soulager les corvées des fillettes afin qu'elles puissent accéder à l'éducation qui est la source de tout changement et de toute possibilité de connaître et défendre les droits qui sont les leurs, et de parvenir ainsi à l'autonomie. Parce que les changements indispensables si l'on veut déraciner les inégalités et discriminations dont souffrent les femmes sont multiples et complexes : il faut travailler à une remise en cause fondamentale des privilèges et des structures de pouvoir.



L'Apér'Eau à Spa les 28 et 30 septembre. Une initiative des FPS de Spa et de Verviers. Info : 02/505.40.70

Esperanzah : Solsoc y était !

Le Festival Esperanzah s'est déroulé du 3 au 5 août sur le site de l'abbaye de Floreffe. SolSoc y était présente avec d'autres associations dans le "pôle agriculture paysanne" qui sensibilisait les festivaliers à l'importance de défendre la petite agriculture paysanne au Nord et au Sud. Soleil omniprésent, la toute grande foule, tous les ingrédients étaient réunis pour faire de ce week-end un succès. Les quelques photos ci-dessous vous donnent un aperçu de l'ambiance qui régnait dans et autour du stand SolSoc. Plus d'images sur notre site www.solsoc.be.



Fêtes de Wallonie : Solsoc y sera !

Créées en 1923, les Fêtes de Wallonie sont célébrées dans tout le Sud du pays. Elles connaissent un succès spectaculaire à Namur où plus de 250.000 personnes envahissent la ville livrée à une symphonie de bruits, de musiques, de chansons et de rires. Durant tout un week-end, la ville de Namur résonne de multiples animations, défilés, parades, jeux populaires, sans oublier les spectacles et concerts d'artistes belges et étrangers qui assurent à l'événement une véritable reconnaissance internationale ! Cette année, Solidarité Socialiste sera présente à Namur pour les Fêtes de Wallonie 2007. Invités par le Comité du Quartier des Ponts Spaloux, nous serons Place l'Illon, le samedi 15 et le dimanche 16 septembre, de 14h00 à 20h00, dans le cadre d'un Quartier Solidaire, où nous serons entourés des stands et animations de nombreuses autres ONG.



Infos
02/505.40.70